J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

MERCREDI 29 NOVEMBRE 2023 / N° 7786

Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières

Science

Voyager vers Mars serait dangereux pour la virilité des astronautes PAGE 9

Football

Soutenir deux clubs, un insoluble problème de loyauté PAGE 15

Cinéma

Dans «L'Arche de Noé», Valérie Lemercier quitte le registre de la comédie. Nos critiques PAGES 16 à 18

ÉDITORIAL

La Suisse doit rattraper son manque de vision

PHILIPPE BOEGLIN
@BoeglinP

C'était une campagne de votation pas tout à fait comme les autres. Très émotionnelle, engagée, disputée, la période précédant le scrutin de novembre 2020 sur les multinationales responsables avait vu deux camps s'affronter avec davantage de dureté que d'habitude. Le sujet était évidemment fort sensible, avec ses images de pollution de grande ampleur ou de travail des enfants qui marquent les esprits.

Signe de cette lutte parfois à couteaux tirés, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter (PLR) vient de se faire épingler par la Commission de gestion du Conseil national. La haute surveillance parlementaire lui reproche, rapport à l'appui, d'avoir outrepassé les principes de communication en vigueur, qui commandent aux autorités d'informer, mais de ne pas chercher à influencer les citoyens.

Le très serré «non» populaire de 2020 n'a pas fait disparaître le sujet, qui revient sur la table depuis Bruxelles. En passe de durcir sa législation, l'Union européenne (UE) projette de sanctionner les entreprises peu respectueuses des droits humains et des normes environnementales, et d'ouvrir la voie à des plaintes pour les personnes se sentant lésées sur d'autres continents.

La Suisse n'a pas le choix: elle doit prendre position. Non seulement sur le plan des valeurs, mais aussi en veillant à la compatibilité de ses lois avec celles de son plus grand partenaire commercial. Ce n'est pas un hasard si de grands groupes internationaux manifestent leur volonté de s'aligner sur l'UE, et qu'Economiesuisse donne des signes d'ouverture – un réel changement.

Les grands groupes manifestent leur volonté de s'aligner sur l'UE

En résumé, trois ans seulement après la votation populaire, il faut déjà remettre l'ouvrage sur le métier. Ce qui souligne, dans ce cas, le manque de vision de Karin Keller-Sutter, du Conseil fédéral et de la majorité du camp bourgeois. Si, en 2020, leur contre-projet avait été moins timoré, la Suisse se serait déjà placée sur les rails, aurait lancé le mouvement.

Aujourd'hui, Berne pourrait évidemment jouer la montre, s'arc-bouter sur sa défense, réitérant certains combats passés, comme celui du secret bancaire. La souplesse régulatrice n'a-t-elle pas fait le succès des entreprises helvétiques? Probablement.

Mais l'intégration au sein de l'économie mondialisée a créé tout autant de prospérité. En plus, mettre les pieds au mur ne ferait que rajouter une divergence avec l'UE. Par les temps qui courent, et vu le rapprochement actuel avec Bruxelles, ce serait plutôt mal vu. ■

L'initiative sur les multinationales ressurgit

DROITS Il y a trois ans, l'initiative populaire «Entreprises responsables» échouait de justesse en votation. Un contre-projet plus souple est entré en vigueur, qui pourrait déjà être remis en cause

■ En effet, l'Union européenne élabore une directive contraignant ces groupes à respecter les droits humains et environnementaux. Les entreprises suisses sont concernées, par le biais de leurs filiales

■ La Coalition pour des multinationales responsables prépare une nouvelle initiative, visant à s'aligner sur Bruxelles. Une part importante de l'économie appelle à une telle adaptation du droit suisse

●●● PAGE 11

Une conférence sur le climat en terres pétro-gazières

RÉCHAUFFEMENT Alors que va s'ouvrir jeudi la COP28 à Dubaï, les grands producteurs d'hydrocarbures font face à leurs contradictions environnementales. Ils se sont engagés à la neutralité carbone en 2050, mais leurs investissements sont toujours majoritairement tournés vers le pétrole et le gaz.

●●● PAGE 3

Marwan Barghouti, un espoir en cage

PROCHE-ORIENT Parmi les 4900 prisonniers politiques palestiniens détenus dans les geôles israéliennes, il est sans doute le plus connu et le plus populaire. Marwan Barghouti est un des leaders du Fatah, mouvement au pouvoir en Cisjordanie. De sa cellule, il a notamment travaillé au rapprochement entre le Hamas et le Fatah et commencé une grève de la faim, suivie par des milliers de détenus. Sa célébrité est telle qu'il fait de l'ombre au président de l'Autorité palestinienne, le décrié Mahmoud Abbas. Pourrait-il être bientôt libéré en échange d'otages du Hamas? Rien n'est moins sûr car en Israël cette figure fait unanimement office de repoussoir. ●●● PAGE 4

Alain Berset face aux lecteurs du «Temps»

RENCONTRE A moins d'un mois de sa retraite du Conseil fédéral, le président de la Confédération a conversé avec 160 lecteurs hier au Bô Noël de Lausanne

■ Entre anecdotes et conseils, il est revenu sur la période «brutale» du covid et a concédé: on ne peut pas s'engager pour un pays sans tout donner

●●● PAGE 7

Des services d'aide aux carabins controversés

ÉTUDES A Genève, les étudiants de première année de médecine peuvent souscrire à des abonnements en ligne de soutien à l'apprentissage pour plusieurs centaines de francs. E-learning, QCM, conseils d'organisation et examens blancs avec classement: les outils proposés sont nombreux. La communauté étudiante est partagée face à ces offres onéreuses qui capitalisent sur l'angoisse de l'échec. Car sur 500 candidats, seuls les 150 meilleurs accéderont à la deuxième année. Les sociétés qui les proposent se défendent de se faire de l'argent sur le dos des carabins. Il existe pourtant une alternative gratuite soutenue par la Faculté de médecine. ●●● PAGE 8

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 14
Convois funèbres 14
Fonds 10
Bourses et changes 12
Toute la météo 9

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 022 539 10 75

30048
9 771423 396001

Economie&Finance

324 millions

EASYJET A ENREGISTRÉ UN BÉNÉFICE NET DE 324 MILLIONS DE LIVRES (360 millions de francs) lors de son exercice 2022-2023, grâce à une «performance record» cet été et après trois années de pertes à la suite de la pandémie. La compagnie craint toutefois un «impact» lié au conflit entre Israël et le Hamas.

VAS NARASIMHAN
Patron de Novartis

Le directeur du géant pharmaceutique s'est félicité hier de la solide performance opérationnelle du groupe , qui vise une croissance de ses ventes de 5% jusqu'en 2027, contre 4% jusqu'à présent.

+1,8%

LES SALAIRES NOMINAUX EN SUISSE ONT AUGMENTÉ DE 1,8% AU TROISIÈME TRIMESTRE, comme au premier et au deuxième, a indiqué hier l'Office fédéral de la statistique. La hausse ne devrait toutefois pas suffire à compenser l'inflation, qui devrait s'établir entre 2,1 et 2,7% cette année.

SMI 10 760,38 -0,56%	↓	Dollar/franc	0,8781 ↓
		Euro/franc	0,9641 ↓
Euro Stoxx 50 4348,02 -0,15%	↓	Euro/dollar	1,0979 ↑
		Livre st./franc	1,1136 ↑
FTSE 100 7455,24 -0,07%	↓	Baril Brent/dollar	82,09 ↑
		Once d'or/dollar	2039 ↑

Multinationales responsables, le retour

INTÉGRITÉ La coalition à l'origine de l'initiative rejetée en 2020 revient au pas de charge. Elle en prépare une nouvelle, qui veut pousser le gouvernement à s'aligner sur les futures règles de l'UE en termes de droits humains et de normes environnementales

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

L'Union européenne (UE) avance. Son projet de réglementation des entreprises multinationales devrait arriver à terme dans un avenir proche, resserrant les obligations légales: tenus de respecter les droits humains et les normes environnementales sur tous les continents, les grands groupes internationaux seraient surveillés par des autorités nationales susceptibles de les amender, et les personnes s'estimant lésées pourraient demander réparation.

En Suisse, la Coalition pour des multinationales responsables compte bien capitaliser sur cette évolution. Elle prépare une nouvelle initiative populaire fédérale, dit-elle au *Temps*, afin de maintenir la pression sur le Conseil fédéral. Le texte n'est pas encore prêt. Il devrait viser l'alignement sur la future directive de Bruxelles.

La coalition n'en est pas à son coup d'essai. En novembre 2020, son initiative populaire n'avait échoué que pour quelques milliers de voix, récoltant la majorité des votants (50,7%), mais butant sur celle des cantons. Le Conseil fédéral, les partis bourgeois, et une frange de l'économie avaient gagné sur le fil, imposant un contre-projet plus souple axé avant tout sur la publication de rapports, sans sanction. Ils faisaient valoir que la Suisse ne devait pas faire cavalier seul sur la scène internationale, et que l'initiative poserait des problèmes de mise en œuvre.

«Législation contraignante»

Le projet de l'Union européenne relance la question de l'adaptation du cadre légal suisse. Et, outre les ONG ou la gauche politique, une partie de l'économie appelle à suivre, à l'image du Groupement des entreprises multinationales (GEM), récemment dans *La Liberté*. Les arguments vont de la simplification administrative à l'accès aux marchés étrangers.

Un coup de sonde auprès du géant de l'aménagement intérieur Ikea montre bien cette volonté. Le groupe plaide pour «une législation suisse, contraignante et proportionnée, harmonisée avec le droit de l'UE concernant les devoirs de diligence dans les domaines des droits humains et de l'environnement». Il souligne que «pour les entreprises actives sur plusieurs marchés, la mise à niveau avec la directive européenne simplifiera la régulation».

«Le Conseil fédéral traîne les pieds. Notre cadre légal risque de prendre des années de retard»

DOMINIQUE DE BUMAN, MEMBRE DU COMITÉ DE LA COALITION

La Communauté d'intérêt du commerce de détail (avec Coop) abonde dans le même sens. Elle estime dans son intérêt «qu'une réglementation en Suisse corresponde autant que possible à celle de l'UE (sans «Swiss finish»), afin d'éviter les doublons et de garantir une législation cohérente et donc la sécurité juridique».

Du côté de la Coalition pour les multinationales responsables, on relève que le projet de l'UE va, en l'état, assez loin – plus loin même que l'initiative refusée en novembre 2020 dans les urnes suisses. Il inclurait en effet la réduction des émissions de CO_2 et la création d'autorités nationales de surveillance. Berne aurait donc intérêt à avancer. «Le Conseil fédéral traîne les pieds. Il ne prévoit toujours rien sur le plan de la responsabilité juridique des entreprises multinationales en cas d'infraction présumée aux droits humains ou normes environnementales, déplore Dominique de Buman, membre du comité. Notre économie risque d'en pâtir. Notre cadre légal risque de prendre des années de retard, avec pour conséquence que les entreprises suisses seraient soumises à des règles différentes en Suisse et dans l'Union européenne.»

L'économie veut attendre

Pour l'ancien conseiller national (FR) du Centre (ex-PDC), «notre nouvelle initiative devra tenir compte du cadre européen et des besoins de la législation suisse. On pourrait par exemple chercher à extraire les PME des devoirs de diligence, sauf celles dont les activités sont à risque élevé (environnement, travail des enfants, exploitation des femmes).»

Au Conseil fédéral, c'est la socialiste Elisabeth Baume-Schneider qui a repris le dossier des mains de Karin Keller-Sutter (PLR), farouche adversaire de l'initiative. Récemment, la Jurassienne a amené le gouvernement à élargir l'obligation de rendre rapport pour les entreprises multinationales. La suite des opérations n'est pas encore déterminée. Son Département fédéral de justice et police (DFJP) nous communique que l'analyse de la future directive de l'UE est en cours. Ladite directive «n'est pas encore définitive», pas plus que sa mise en œuvre dans les Etats membres, et le «Conseil fédéral n'a pas encore pris de nouvelles décisions».

Pour l'économie, le mot d'ordre est d'attendre la finalisation du processus dans les pays de l'UE. «Nous serons alors d'accord de considérer ce qui est nécessaire pour adapter le droit suisse», fait savoir Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse, qui parle aussi au nom de l'Union patronale suisse. «Il est vrai que pour les entreprises actives dans plusieurs pays, il est plus simple et préférable d'avoir des règles unifiées au niveau international.»

En Allemagne, un secteur des jouets morose

INCERTITUDE Playmobil et Haba viennent de lancer de vastes plans de restructuration. Les deux géants symbolisent les difficultés du marché après le boom de la pandémie

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN

C'est ce qu'on appelle faire bonne figure. A un mois à peine de Noël, fabricants et vendeurs de jouets allemands tentent de se montrer confiants même si l'ambiance est plutôt morose. «Nous abordons Noël avec optimisme», a lancé hier à Nuremberg Steffen Kahnt, directeur de l'association commerciale des jouets (BVS) lors d'une conférence de presse annuelle. «Le secteur du jouet ressent lui aussi les incertitudes économiques, mais nous espérons que les affaires de Noël seront bonnes. Les gens économisent en temps de crise, mais en dernier ressort pour ce qui concerne les enfants», a-t-il ajouté.

L'année écoulée a en effet été difficile pour ce secteur qui emploie en Allemagne 11000 personnes, entre la fabrication et la distribution. De janvier à fin octobre, le chiffre d'affaires a reculé d'environ 4% par rapport à l'année précédente. Les Allemands auraient dépensé 4,5 milliards d'euros (4,3 milliards de francs) en jouets, notamment dans les figurines, les cartes à collectionner, les jeux de société, les puzzles et les peluches.

Risque de récession

Dans ce contexte, les fabricants ont particulièrement le moral en berne. Après des années «corona», marquées par un boom sans précédent des ventes, le marché est non seulement revenu à la normale mais a été frappé par les effets de la guerre en Ukraine, avec la hausse des coûts de production, l'inflation en général et les mauvaises performances économiques de l'Allemagne.

Selon Ulrich Brobeil, directeur de l'Association allemande de l'industrie du jouet (DVSI), la situation générale s'est même depuis «plutôt aggravée. Les membres de notre fédération s'attendent de nouveau à un environnement de marché difficile pour 2024», a-t-il expliqué hier, en pointant le risque d'une récession en Allemagne l'an prochain en lien avec la récente décision de la Cour constitutionnelle d'invalider une partie du budget de l'Etat. «Cet arrêt de la cour et les licenciements annoncés par certains groupes sont un poison pour le moral des consommateurs.»

«Les gens économisent en temps de crise, mais en dernier ressort pour ce qui concerne les enfants»

STEFFEN KAHNT, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION COMMERCIALE ALLEMANDE DES JOUETS

Dans le secteur des jouets, il est notamment question de licenciements chez deux têtes de pont à l'international, Playmobil et Haba. Le premier, leader des figurines en plastique, princesses, chevaliers, pompiers et autres animaux de ferme, a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 4,3% entre 2021 et 2022 et une chute de 46% de ses résultats opérationnels. En septembre, il a annoncé un vaste programme de restructuration avec la suppression d'ici à 2025 de 694 postes – dont 365 en Allemagne – sur l'ensemble de ses 4000 salariés à travers le monde.

Basée à Zirndorf, près de Nuremberg, en Bavière, l'entreprise qui fêtera ses 50 ans en 2024 est touchée par la hausse des coûts du plastique et peine – comme son concurrent Lego – à remplacer cette matière par des matériaux plus durables. Contrairement à plusieurs de ses concurrents, Playmobil n'a par ailleurs pas réussi à s'imposer dans un système de plus en plus répandu de franchises et n'a pas eu le succès escompté avec son partenaire Disney. Tandis que l'Américain Mattel voyait ses ventes s'envoler cet été avec son accord sur le film *Barbie*, le film *Playmobil* faisait un flop dans les salles. Quant à sa collaboration annoncée avec Netflix, elle n'a tout simplement pas vu le jour.

«Héritage piétiné»

Au niveau interne aussi, Playmobil peine à rebondir depuis la mort en 2015 de son fondateur, Horst Brandstätter. Les rumeurs de mauvais management ont été confirmées en juin par une lettre des syndicats accusant la direction de «piétiner l'héritage» de l'entreprise. En août, le patron Steffen Höpfner claquait la porte en regrettant «des transformations trop lentes». Depuis, une nouvelle équipe a été mise en place.

Même ambiance de crise chez son concurrent Haba FamilyGroup, connu, lui, pour ses jouets en bois et ses jeux de société. Basée, comme Playmobil, en Bavière, dans la petite commune de Bad Rodach, cette entreprise familiale fondée en 1938 vient de déposer une demande de redressement judiciaire et a annoncé «des coupes fondamentales et extrêmement douloureuses». Le groupe se séparera de sa marque de vêtements pour enfants Jako-O, pour se concentrer sur «les jouets et le mobilier en bois de haute qualité». Plus de 600 des 1600 postes seront supprimés d'ici à 2030 dans le cadre de cette grande «action d'assainissement».

Plus largement, les représentants du secteur faisaient état hier d'une insatisfaction croissante des fabricants de jouets envers les conditions de travail dans le pays. D'après une enquête de la DVSI, 91% estiment que l'Allemagne perd en compétitivité au niveau international en raison du poids de la bureaucratie et du niveau trop élevé des impôts et des coûts de l'énergie.

MAIS ENCORE

Michelin ferme deux usines en Allemagne

Le groupe français Michelin a annoncé hier l'arrêt d'une large partie de sa production de pneus en Allemagne, avec la fermeture de deux usines et la suppression de 1500 emplois, en raison des «coûts de production croissants» dans le pays. L'entreprise prévoit une «cessation progressive des activités d'ici à 2025» dans ses usines de Karlsruhe (ouest) et de Trèves (ouest), ainsi que la fin de la «production de pneus pour poids lourds et de produits semi-finis» sur son site de Hombourg (ouest). (ATS)

Le manque de personnel qualifié persiste

EMPLOI Malgré des perspectives conjoncturelles mitigées pour l'année prochaine, certains postes restent particulièrement difficiles à pourvoir, révèle l'indice du Groupe Adecco publié hier

LE TEMPS

Nous ne sommes pas près d'arrêter d'entendre parler de pénurie de personnel. C'est en tout cas ce qu'amène à penser l'indice de la pénurie de main-d'œuvre en Suisse 2023 publié hier. Ce dernier est réalisé par le Groupe Adecco Suisse et le Moniteur du marché de l'emploi suisse de l'Université de Zurich.

En effet, après un pic en 2022, peu de signes d'amélioration sont visibles cette année, souligne le communiqué: même s'il augmente moins vite en raison de l'affaiblissement de la conjoncture – une hausse de 69% en 2022 et de 24% en 2023 – l'indice de la pénurie atteint un nouveau record, soit 191 points, contre 155 l'an passé. En Suisse alémanique, l'augmentation est de 28%, et de 14% en Suisse latine.

Cette évolution est principalement due à deux facteurs. D'une part, le nombre de demandeurs d'emploi a nettement diminué: le taux de chômage a atteint son plus bas niveau en 2023, avec 2%. D'autre part, le nombre de postes vacants a augmenté de 7% par rapport à l'année précédente. Des données qui peuvent surprendre, alors que les secteurs économiques tournés vers l'exportation sont confrontés à une baisse de la demande mondiale. Mais ceux orientés vers le marché intérieur, comme l'hôtellerie et la restauration, ont, eux, pu compter sur une solide demande.

La pénurie n'est donc pas près de cesser, si l'on en croit Marcel Keller, directeur d'Adecco pour la Suisse: «Bien que les perspectives conjoncturelles mitigées pour l'année prochaine et la baisse visible de la dynamique de l'indice de la pénurie de main-d'œuvre laissent présager une phase de détente à court et moyen terme, les entreprises resteront durablement confrontées à ce problème en Suisse. Des facteurs d'influence tels que le vieillissement de la population, la numérisation croissante et la transition vers une économie verte continueront d'alimenter cette tendance.»

Tous les métiers techniques

Les professions techniques sont les plus fortement représentées dans la pénurie de main-d'œuvre: une réalité qui reflète le positionnement de l'industrie suisse qui s'est spécialisée dans la production de produits de niche complexes, indiquent les analystes. Qui soulignent également que cette pénurie ne se limite pas aux métiers techniques qui nécessitent une formation tertiaire, mais qu'elle s'étend également aux professions pour lesquelles un apprentissage professionnel est requis.

Les catégories affichant la pénurie de personnel qualifié la plus aiguë sont semblables à celles de l'an dernier: les professionnels de santé (infirmiers et infirmières, pharmaciens et pharmaciennes, notamment) tout d'abord. Suivent les développeurs et analystes de logiciels et d'applications informatiques – même si la pénurie de personnel qualifié pour cette catégorie s'est nettement détendue.